

Droit Economie Gestion, mention Droit de l'immobilier

RNCP29273 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	C1504, C1503, K1901, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis

<http://www.univ-valenciennes.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Expertise immobilière et analyse des marchés
- Traitement de l'ensemble des questions juridiques liées aux opérations de construction
- Traitement de l'ensemble des questions juridiques liées aux opérations de gestion de l'immeuble construit.
- Promotion immobilière, développement et financement de projets

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences de base :

- Prévenir et résoudre des litiges en interprétant le droit.
- Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et de la procédure.
- Proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.
- Se documenter, problématiser, rédiger et exposer de manière autonome.

Compétences associées :

- Utiliser les bases de données juridiques.

Capacités liées à l'emploi :

- Analyser et synthétiser rapidement les problèmes exposés par le client ou l'employeur.
- Appliquer des processus méthodologiques rigoureux à des affaires très différentes.
- Être à l'écoute de personnes en situation difficile.
- Faire preuve de diplomatie et établir des relations de confiance avec les clients, les usagers ou l'employeur.
- Intégrer les affaires juridiques des entreprises à leur environnement économique.
- Déléguer à ses collaborateurs les travaux de préparation et de suivi des affaires courantes.
- Respecter la confidentialité des affaires.

Dans le cadre du parcours type Droit et financement de l'immobilier, le professionnel est capable :

- de traiter l'ensemble des questions juridiques liées aux opérations de construction et de gestion de l'immeuble (constructibilité et construction, financement et fiscalité, vente et gestion),
- de conseiller les acteurs de l'immobilier (banque, constructeur, bailleur, syndicat de copropriétaires)
- de proposer des solutions amiables ou juridictionnelles aux litiges immobiliers,
- d'optimiser la dimension financière et fiscale d'une opération immobilière.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Agence et syndic immobilier
Organisme de logement
Promoteur, constructeur
Collectivité territoriale

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Administrateur judiciaire
- Conseiller juridique
- Conseiller juridique et fiscal
- Juriste de contentieux
- Juriste d'immobilier
- Mandataire liquidateur
- Responsable de service contentieux et recouvrement
- Responsable de service juridique.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 402 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier · tension 5/5 (Très élevée) R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	15 655
Jugés difficiles à recruter	50 %
Emplois saisonniers	4 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/29273/>